

## Les lauréats 2009

---

### Le Journaliste de l'année

qui, par son activité professionnelle, ses prises de position ou son attitude, a su témoigner de son attachement à la liberté d'information.

**Amira Hass**  
(Israël)



### Le Média

qui incarne le combat pour le droit d'informer et d'être informé.

**Dosh**  
(Russie - Tchétchénie)

QuickTime™ et un décompresseur TIFF (non compressé) sont requis pour visionner cette image.



## Amira Hass

« Journaliste de l'année 2009 »

Pays : Israël

Nombre de journalistes emprisonnés : 2

Position dans le classement de la liberté de la presse : 93 sur 175



### Amira Hass

Amira Hass est la première et unique journaliste israélienne vivant dans les Territoires palestiniens. Elle a emménagé à Gaza après la signature des accords d'Oslo de décembre 1993 puis s'est installée à Ramallah en Cisjordanie en 1997. Malgré des restrictions imposées tant par les militaires israéliens que par les autorités palestiniennes, Amira Hass a écrit sans relâche sur la vie quotidienne et les difficultés des Palestiniens, soulignant par là même la politique de restrictions et de morcellement du territoire palestinien menée par les décideurs israéliens. Du fait de son regard indépendant et critique tant sur la politique israélienne que sur celle des Palestiniens, cette journaliste a été la cible de pressions des deux côtés.

Elle se voit aujourd'hui décerner le Prix Reporters sans frontières – Fnac dans la catégorie "Journaliste" pour la qualité de son travail pour le quotidien israélien *Ha'aretz* au cours de l'opération militaire israélienne « Plomb durci » dans la bande de Gaza, du 27 décembre au 18 janvier 2009.

Par ses articles, elle a tenté de sensibiliser l'opinion publique israélienne au drame que vivaient les habitants de Gaza en dénonçant sans relâche les exactions commises par Tsahal et ses soldats.

Fille de survivants de l'Holocauste, Amira Hass est née à Jérusalem en 1956. Elle a étudié l'histoire à Jérusalem et à Tel-Aviv. Passée par l'enseignement, elle est entrée à la rédaction de *Ha'aretz*, comme journaliste en 1989.

### **Israël, une liberté de la presse à deux vitesses**

Si les médias israéliens sont connus pour leurs enquêtes minutieuses sur des sujets sensibles et leur grande liberté de ton, sans égale dans la région, la censure militaire est toujours en vigueur dans le pays. Par ailleurs, les médias palestiniens et étrangers travaillant dans les Territoires occupés sont régulièrement les cibles d'exactions de la part de Tsahal. Rares sont les enquêtes ouvertes par la hiérarchie militaire pour ces cas flagrants de violation de la liberté de la presse. Depuis plus de deux ans, les journalistes israéliens, du fait de leur nationalité, ont interdiction d'entrer dans les Territoires.

Pendant l'offensive militaire « Plomb durci » à Gaza, menée du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, les autorités israéliennes ont imposé un blocus du territoire aux médias israéliens et étrangers, "pour raison de sécurité". Ce verrouillage de Gaza constitue une violation grave de la liberté de la presse. Au cours de ce conflit, six journalistes ont été tués, dont deux dans l'exercice de leurs fonctions, et une quinzaine ont été blessés. Et au moins trois bâtiments abritant des médias palestiniens ont été touchés par des tirs israéliens.

---

**Les nominés 2009 dans cette catégorie sont:**

**Eynulla Fatullayev, Azerbaïdjan**

Créateur du quotidien réputé *Gundelik Azerbaïjan* et de l'hebdomadaire en russe *Realny Azerbaïjan*, Eynulla Fatullayev paie cher ses positions critiques à l'encontre du président Ilham Aliiev et ses proches. Dès 2001, suite à des menaces d'arrestation pour « diffamation », il doit quitter le pays pour six mois. Ses articles, dénonçant des fraudes électorales et divers scandales de corruption impliquant des ministres, lui valent d'être la cible d'agressions et de condamnations judiciaires.

Mais les choses se précipitent en 2007 : contraint de fermer ses journaux après que son père a été enlevé, il en reprend malgré tout la publication à la libération de ce dernier. Mais il est condamné en avril à deux ans et demi de prison pour avoir "insulté le peuple azerbaïdjanais". Cette accusation est arbitrairement alourdie de celles de "terrorisme" et d'"incitation à la haine raciale et religieuse". Eynulla Fatullayev vit dans des conditions de détention particulièrement sommaires. Ignorant systématiquement ses recours en grâce, les autorités s'acharnent à détruire psychologiquement ce journaliste qui a l'affront de leur résister. Dès qu'il tente d'écrire de sa cellule, lui et ses proches sont harcelés.

L'Azerbaïdjan compte toujours trois journalistes et deux cyberdissidents derrière les barreaux.

**Dhondup Wangchen, Chine/Tibet**

Réalisateur de documentaires autodidactes, Dhondup Wangchen a pris le risque de rentrer dans son pays d'origine, le Tibet, alors qu'il s'était réfugié avec sa famille en Inde. Son objectif était de collecter suffisamment de témoignages de Tibétains sur la situation qui prévaut dans la région sous domination chinoise, puis de les montrer au public avant les Jeux olympiques de Pékin. Le documentaire "Living fear behind" a bien été projeté clandestinement dans la capitale chinoise lors des JO, mais Dhondup Wangchen avait déjà été arrêté par la police. Détenu au secret pendant de longs mois, il a été maltraité et interdit de choisir son avocat pour se défendre des accusations d'"incitation au séparatisme". Il risque la prison à vie.

Né en 1974, dans l'est du Tibet, Dhondup Wangchen n'a pas suivi de cursus d'éducation supérieure, mais il s'est très tôt intéressé au sort de la culture tibétaine. "L'idée de notre film n'était pas de devenir célèbre ou de faire un divertissement. Mais, à un moment de crise et de sentiment d'abandon, nous voulions monter un film qui donne des réponses avec du sens", affirmait Dhondup Wangchen avant son arrestation. Depuis le soulèvement tibétain de mars 2008, onze autres journalistes et blogueurs tibétains ont été arrêtés.

**Emadoldin Baghi, Iran**

Défenseur des droits de l'homme et fondateur de plusieurs journaux réformateurs comme *Jomhouriat*, Emadoldin Baghi est un symbole de courage en Iran. Il garde une ténacité inébranlable malgré les arrestations et les condamnations à répétition, en 2000, 2003, 2004, 2007 et 2008. Emadoldin Baghi n'a jamais cessé ses écrits critiques envers le régime islamique, ses articles pour un islam démocratique ou son engagement en faveur des droits des minorités ethniques ou religieuses et contre la peine capitale.

Tout cela lui vaut chaque année des dizaines de convocations par les services de renseignements et la justice. Aujourd'hui, il doit faire face à plusieurs procès.

A la tête de l'Association de défense des prisonniers d'opinion, Emadoldin Baghi a apporté une aide judiciaire et financière précieuse à des journalistes détenus en Iran. Mais en juin dernier, les autorités ont fermé cette organisation. Preuve que son engagement est efficace...

**Rosaria Capacchione, Italie**

Rosaria Capacchione est l'une des figures emblématiques de la lutte contre la Camorra, la puissante mafia napolitaine. Chroniqueuse judiciaire depuis 1985 au quotidien régional *Il Mattino*, elle est menacée car elle fournit les investigations les plus poussées sur les pratiques mafieuses qui gangrènent le sud de l'Italie. "Quand on est journaliste à Naples, en Sicile ou en Calabre, on finit inévitablement par travailler sur la mafia", explique Rosaria Capacchione dont la vie a basculé en 1991 après la publication d'un article dénonçant des erreurs judiciaires. Coups de téléphone, lettres de menaces, filatures et tentative d'assassinat avortée, tout indique qu'elle est dans la ligne de mire du crime organisé.

Comme l'écrivain Roberto Saviano et Lirio Abbate, correspondant en Sicile de l'agence Ansa, Rosaria Capacchione vit aujourd'hui sous la protection permanente de trois policiers. La journaliste ne risque pas de calmer la colère des mafieux après la publication de son roman, "L'or de la Camorra", et le succès de son blog <http://www.rosariacapacchione.eu> qui constitue l'une des principales sources d'information sur les activités de la mafia napolitaine.

### **Francisco Castellanos, Mexique**

Francisco Castellanos Javier, journaliste depuis trente-huit ans, travaille dans le Michoacán, l'un des Etats les plus dangereux pour la presse avec trois journalistes tués et deux disparus depuis 2006. Passé par la presse régionale, il a participé à la fondation de la chaîne Canal 7 à Uruapán. Figure respectée de la profession dans le Michoacán, Francisco Castellanos est aujourd'hui correspondant de l'hebdomadaire national Proceso. Il est l'un des très rares journalistes à couvrir encore les faits-divers et les affaires de narcotrafic sur un territoire particulièrement exposé. Le Michoacán est en effet le bastion de "La Familia", l'un des plus redoutables cartels du pays et l'épicentre de la vaste offensive anti-drogue lancée en 2006 par le gouvernement de Felipe Calderón.

Régulièrement menacé de représailles, Francisco Castellanos a subi deux enlèvements, en septembre 2007 et décembre 2008. En octobre 2008, des individus armés ont attaqué son domicile et kidnappé son gendre, dont il a dû négocier la libération. Témoin des collusions entre les autorités et les cartels, le journaliste s'est entendu répondre, après cet incident, par le gouverneur de l'État : "Je croyais qu'il s'agissait de quelque chose de plus grave."

## Dosh

### Lauréat dans la catégorie Média

QuickTime™ et un  
décompresseur TIFF (non compressé)  
sont requis pour visionner cette image.

Pays : Russie - Tchétchénie

Nombre de journalistes tués en 2009 : 3

Position dans le classement de la liberté de la presse : 153 / 175



#### Dosh (Russie - Tchétchénie)

Magazine indépendant dans une zone où la liberté de ton n'a jamais été la bienvenue, *Dosh* (signifie « Le mot ») traite depuis 2003 de l'actualité politique et sociale en Tchétchénie et dans le Caucase russe. Contrainte de quitter Grozny pour Moscou en raison des menaces et représailles qui s'abattaient sur elle, la rédaction a surmonté cet obstacle grâce à son important réseau de correspondants sur le terrain.

*Dosh* s'est imposé comme une référence dans un univers médiatique limité, suivant de près l'actualité des droits de l'homme dans un Caucase toujours chaotique. Les journalistes ont à cœur de diffuser l'information régionale malgré de nombreuses entraves. Par exemple, en 2004 et en 2008, des interviews de l'ancien président ingouche Rouslan Aouchev ont entraîné l'interdiction de vente de *Dosh* en Ingouchie.

La publication d'un numéro annuel, *Digest*, en anglais, permet d'élargir son public et d'être accessible à d'autres lecteurs. Il est également possible de retrouver *Dosh* en ligne: [www.doshdu.ru](http://www.doshdu.ru).

#### Le black-out Russe

L'année 2009 a été particulièrement macabre pour le Caucase du Nord. La région a connu une succession d'assassinats de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme et de personnalités de la société civile. En juillet 2009, Natalia Estemirova était assassinée tout comme l'un des représentants de l'opposition ingouche dénonçant le chaos dans cette république, Magsharip Aouchev. Une série noire qui ne peut que nourrir les inquiétudes quant au futur de la région.

La situation de la liberté de la presse en Russie est mauvaise, malgré les espoirs que l'élection de Dmitri Medvedev à la tête de la Fédération avait fait naître en avril 2008. Alors que la majeure partie de la population accède à l'information via la télévision, l'absence de pluralisme dans le secteur audiovisuel est toujours une réalité. Les représentants de l'opposition ou les personnalités critiques du pouvoir qui figurent sur des listes noires sont exclus des chaînes d'audience nationale.

---

**Les nominés 2009 dans la catégorie « Média » sont:**

**Gambia Press Union, Gambie**

En Gambie, la presse travaille les mains liées. Le président gambien Yahya Jammeh ne cesse de s'en prendre aux médias et la législation du pays sur la "diffamation" est la plus répressive de toute l'Afrique de l'Ouest. Dans ce climat très menaçant, la Gambia Press Union (GPU) lutte avec courage pour défendre la liberté d'informer. Au cœur de l'été 2009, les six journalistes les plus en vue du pays, tous dirigeants ou membres de la GPU, ont été jetés en prison. Condamnés à deux ans ferme et à de fortes amendes pour "diffamation" et "publication séditieuse", ils ont finalement été graciés par Yahya Jammeh après un mois de détention. Leur crime ? Avoir osé interpeller le chef de l'Etat sur la responsabilité présumée de son gouvernement dans l'assassinat, en 2004, de Deyda Hydera, ancien directeur du quotidien indépendant *The Point*, et ancien correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) et de Reporters sans frontières. De fait, le président gambien a gracié des innocents.

**Radio Progreso - Honduras**

Implantée en zone rurale, au nord-est du Honduras, *Radio Progreso* a été fondée par les jésuites, il y a soixante ans. Dirigée par le père Ismaël Moreno, elle emploie une dizaine de jeunes reporters et met à contribution ses auditeurs dans l'élaboration de ses programmes informatifs, éducatifs et musicaux. Elle fait partie des rares stations indépendantes de toute tutelle politique et économique à avoir acquis une véritable envergure nationale.

*Radio Progreso* a été l'un des premiers médias victimes du coup d'État du 28 juin 2009. Quelques heures seulement après l'expulsion du pays du président élu Manuel Zelaya, vingt-cinq militaires font irruption dans les locaux et tentent d'empêcher toute diffusion d'informations relatives au putsch. La station et son personnel doivent sur le moment leur salut à l'intervention de villageois. Mais *Radio Progreso* est désormais dans le collimateur du gouvernement de facto. Malgré les agressions régulières de ses journalistes par les forces de l'ordre, des suspensions d'antenne et des menaces de fermeture, elle parvient à maintenir sa diffusion grâce à ses programmes en ligne. Dans un contexte de polarisation médiatique rendue extrême par le coup d'État, *Radio Progreso* a également été l'un des rares médias à ne pas céder aux sirènes de la propagande.

**Pakistan Federal Union of Journalists, Pakistan**

En première ligne contre les lois liberticides adoptées par l'ancien président Pervez Musharraf, les membres de la Pakistan Federal Union of Journalists (PFUJ) doivent aujourd'hui affronter la violence des taliban et des forces de sécurité qui s'en prennent régulièrement à la presse. Principale organisation de journalistes dans le pays, la PFUJ se mobilise et enquête dès qu'un journaliste est tué, arrêté ou kidnappé dans le cadre de sa profession. L'organisation, dont certains dirigeants ont été menacés de mort, lutte également pour l'amélioration des conditions de travail, notamment salariales, des journalistes pakistanais.

Avec cinq journalistes tués en 2009, le Pakistan est, avec les Philippines et la Somalie, le pays le plus dangereux pour la presse. Pour tenter d'enrayer cette spirale critique, la PFUJ organise des stages de formation en sécurité pour ses membres.

**Radio Shabelle, Somalie**

Station privée la plus réputée de Somalie, *Radio Shabelle* est aussi la plus exposée. Le 7 juin 2009, son directeur, Mukhtar Mohamed Hirabe, a été abattu de quatre balles dans la tête, en plein cœur de Mogadiscio, alors qu'il se rendait au travail. Avant lui, deux de ses employés avaient été tués cette année. Quant à son prédécesseur, Bashir Nur Gedi, il avait lui aussi été assassiné, en 2007. Face à cette vague de violence visant la radio, près d'une vingtaine de journalistes du Shabelle Media Network ont dû fuir le pays. Considérée par la milice islamiste radicale Al-Shabaab comme servant les intérêts des "Croisés" parce qu'elle couvre l'actualité somalienne de façon indépendante et refuse de lui servir de porte-voix, *Radio Shabelle* est la cible n°1 de ces taliban africains prêts à tout pour faire taire les journalistes.

**Al-Ayyam, Yémen**

Un employé tué, trois autres blessés, un correspondant condamné à une peine de quatorze mois de prison ferme, une rédaction vandalisée et pilonnée par l'armée, un rédacteur en chef harcelé et accusé de meurtre, des journalistes régulièrement menacés de mort, des dizaines de milliers de copies confisquées, des camions de livraison interceptés, des chauffeurs-livriers enlevés... Tel est le prix payé, pour la seule année 2009, par *Al-Ayyam*, un des journaux indépendants les plus respectés du Yémen.

Depuis 1958, *Al-Ayyam* révèle au grand jour les sujets sensibles, malgré une véritable guérilla gouvernementale. Il s'est fait le porte-voix des mouvements de contestation qui secouent les régions les plus défavorisées du sud du pays.

Le gouvernement a décidé un black-out total de l'information à ce sujet. *Al-Ayyam* paie ainsi sa liberté d'informer dans un des pays les plus fermés du monde. Le journal s'est vu décerner, le 1<sup>er</sup> décembre 2009, le ACE Freedom of the Press Award.

**Contact presse**

**Reporters sans frontières**

**Alexandre Jalbert**

**01 44 83 84 82**

**presse@rsf.org**



## **La Fnac s'engage pour la liberté d'expression**

Pour la première année, la Fnac s'associe au prix de la liberté de la presse. Avec ce prix doté de 2 500 euros par catégorie, la Fnac poursuit son partenariat initié, il y a 15 ans, avec Reporters sans frontières.

La Fnac considère que le rôle de médiateur culturel qu'elle joue entre le public et la création passe par deux composantes essentielles de démocratie vivante : la liberté d'expression et le libre arbitre du citoyen. Depuis sa création, la Fnac revendique cet engagement en France comme dans tous les pays où elle est implantée.

### **Contacts presse Fnac**

**Marie-Antoinette Gallimard : 01 55 21 54 45 / [marie-antoinette.gallimard@fnac.tm.fr](mailto:marie-antoinette.gallimard@fnac.tm.fr)**

**Gaëlle Toussaint : 01 55 21 84 71 / [gaelle.toussaint@fnac.tm.fr](mailto:gaelle.toussaint@fnac.tm.fr)**